

Le langage de la réforme libérale :

Trois mots pour comprendre

Oscar Cortès Morales • Septembre 2017

Pendant presque quatre décennies, une vaste offensive économique, idéologique et sociale s'est produite dans le monde entier. Des nouveaux mots sont utilisés par tous les promoteurs et défenseurs de cette contre révolution libérale.

Pour cette article j'ai choisi trois mots qui sont fortement liés et qui constituent le corps de cette réforme : flexibilité, gouvernance et compétences.

L'objectif c'est d'apporter des éléments pour continuer le combat idéologique contre ceux qui prônent que, contrairement à leur discours, un autre monde est possible loin de l'exploitation de l'homme par l'homme.

« À son époque, on parlait de kilos de pommes ; maintenant on employait des termes tels que taux, fluctuation, marge, délocalisation... Dès l'âge de six ans, on apprenait surtout aux enfants à ne plus aimer les mots. Il ne fallait pas s'étonner qu'ils ne lisent pas » (Foenkinos, 2005)

« Ce que quelqu'un veut délibérément dissimuler, aux autres ou à soi-même, et aussi ce qu'il porte en lui inconsciemment, la langue le met à jour » (Klemperer, 2015)

Introduction

La lutte idéologique fait partie de la lutte de classes. Le langage des classes dominantes et qui exprime les rapports sociaux et tout ce qui découle du mode de production passe presque inaperçu par la grande majorité de la population. Il est présent dans les médias, dans les écoles, dans les lieux de travail, dans les lieux de culte et surtout dans les discours des représentants des partis politiques au pouvoir et des institutions européennes. Malheureusement ce langage commence à s'ancre aussi dans les organisations des travailleurs.

Ceci fait partie du phénomène de la conscience de classe. Celle là n'est pas une catégorie immuable et permanente dans le temps. Elle peut évoluer et rétrograder selon le rapport de forces entre les classes.

Le discours officiel a pour but, que les exploités acceptent l'exploitation comme un fait accompli.

« Ici la pensée bourgeoise doit cependant se heurter à une barrière infranchissable, puisque son point de départ et son but sont toujours, même inconsciemment, l'apologie de l'ordre de chose existant, ou, au moins, la démonstration de son immuabilité « Ainsi, il y a eu de l'Histoire, mais il n'y en a plus » dit Marx, en parlant de l'économie bourgeoise » (Lukacs, 1960)

C'est une réforme qui ne mâche pas ses mots contrairement à ce qui avait affirmé l'ancien président de la commission européenne, Juan Manuel Barroso

« Ce qui se passe actuellement est une révolution silencieuse – une révolution silencieuse, à petits pas, vers une gouvernance économique plus forte. Les États membres ont accepté – et j'espère qu'ils l'ont bien compris – d'octroyer aux institutions européennes d'importants pouvoirs en matière de surveillance [...]. » José Manuel Durão Barroso, Président de la Commission européenne, juin 2010 (Dufresne & Pernot)

Cette contre-révolution économique et sociale ne pourra jamais être silencieuse car ses conséquences et ses lignes directrices font le quotidien. Chômage, productivité, diminution des acquis sociaux, augmentation du coût de la vie et des profits de transnationales sont quelques éléments qui donnent la parole à cette révolution silencieuse.

La contradiction vient du fait que les idéologues demandent de la flexibilité et de la souplesse aux travailleurs mais contrairement un mur se lève dès que les derniers se mobilisent pour essayer de changer leurs conditions de vie et de travail.

Aborder donc la flexibilité est très important pour savoir de laquelle ils en en parlent. Via cette flexibilisation, il s'est produit déjà une énorme expropriation de la richesse par une minorité de la population. Le phénomène ne peut pas s'expliquer sans que derrière lui, une énorme violence économique, politique et sociale se soit produite dans l'ensemble de la planète.

Vers la flexibilité libérale

Dans les derniers temps les travailleurs et la population viennent d'affronter des attaques violents et dramatiques de la part des différents gouvernements. Tant du côté des partis socialistes à travers l'Europe comme des partis libéraux, le discours et les cibles ont été toujours les mêmes : les acquis sociaux.

Cette réforme néo-libérale essaye de balayer toutes les traces des acquis obtenus dans le siècle passé.

Ce bouleversement est la conséquence d'un changement dans la structure économique, dans le sens marxiste du terme.

« L'ensemble de ces rapports de production constitue la structure économique de la société, la base concrète sur laquelle s'élève une superstructure juridique et politique et à laquelle correspondent des formes de conscience sociale déterminées. Le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie social, politique et intellectuel en général. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être; c'est inversement leur être social qui détermine leur conscience. À un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale. Le changement dans la base économique bouleverse plus ou moins rapidement toute l'énorme superstructure » (Marx, 1859)

Dans ce sens, c'est une énorme offensive pour essayer de récupérer toute la richesse qui était passé du côté de la classe ouvrière et de la population en générale par des énormes mobilisations. Chaque fois que les travailleurs obtenaient une conquête sociale, la bourgeoisie lassait de toucher une partie de leurs bénéfices. C'est à dire, une partie de la plus-value était transféré vers l'autre classe.

Le mot clé c'est flexibilité. Il a été introduit dans les années quatre-vingt « dans le vocabulaire politique et social, mais aussi et surtout économique et managériale » (Durand, 2007)

Ce mot est fondamental pour comprendre les grands changements qui se déroulent à partir de ces années dans l'ensemble de l'Europe et du monde entier. Cela entraîne l'adaptation totale au marché. Les décisions politiques et sociales vont dorénavant marcher de la main des besoins du capital.

« Appliquée au marché du travail, la flexibilité est devenue l'un des mots clés d'un libéralisme économique » (Durand, 2007) Celle là leur a permis de changer les règles qui géraient les relations économiques et sociales.

« Deux jours avant l'ouverture du Forum économique mondial, qui se tient traditionnellement dans la station suisse de Davos, l'ONG Oxfam a publié un rapport accablant sur la concentration des richesses dans le monde. Basé notamment sur des données fournies par un rapport de la banque Crédit suisse, il révèle que 1% des habitants de la planète possède 48% du patrimoine, contre « seulement » 44% en 2009. Le seuil des 50% devrait être dépassé en 2016 » (Décodeurs, 2015)

Cette tendance a niveau mondiale, est aussi bien représentée dans la première puissance économique de la planète.

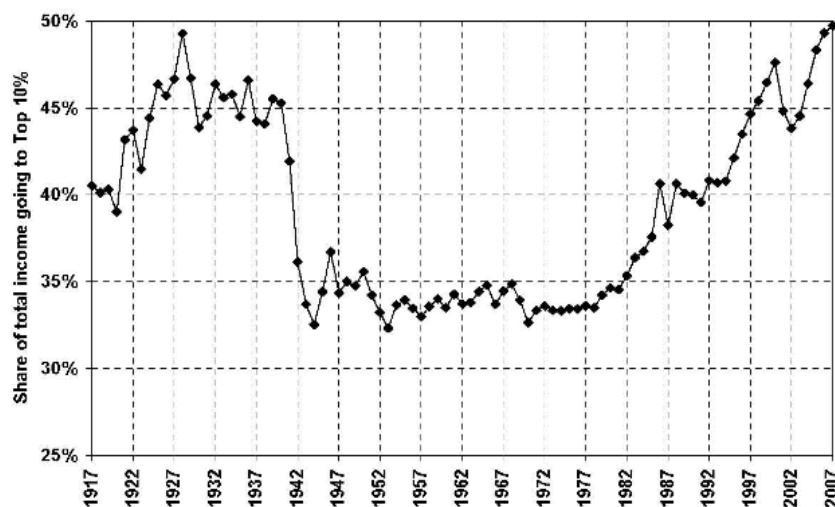


FIGURE 1
The Top Decile Income Share in the United States, 1917-2007

Source: Piketty and Saez (2003), series updated to 2007.
Income is defined as market income including realized capital gains (excludes government transfers).

(Piketty, 2011)

Il y a des dates clés, qui sont en relation à des différentes situations politiques et sociales. Pendant quelques décennies, les classes dominantes, ont eu un mouvement ouvrier fort et organisé. Le rôle de syndicats et des partis politiques ouvriers était assez important. Même si dans certains pays, comme

aux Etats Unis, l'existence des partis ouvriers forts n'était pas d'actualité, des fractions à l'intérieur du parti démocrate pouvait jouer un rôle conciliateur et social.

L'administration Reagan entre en scène avec un discours néo libérale qui le plasma avec la répression féroce de la grève de contrôleurs aériens et la libéralisation du marché financier. En même temps, dans l'Angleterre, la première Ministre Thatcher réprima les mineurs et instaure une série de mesures qui viendront elles aussi, libéraliser le marché financier et celui du travail. Les privatisations, la perte des acquis sociaux voient le jour. Tout cela représente une perte du pouvoir économique des travailleurs et de la population qui est passé dans les comptes de milliardaires. Chaque point procentuel qui passe vers le côté du 1%, signifie l'augmentation de l'âge de la retraite, augmentation de cotisation sociales ou bien la diminution d'impôts pour les entrepreneurs et des cadeaux fiscaux pour les mêmes.

Entre temps, la disparition de l'URSS et le bloc des états ouvriers, ouvre aux capitalistes une énorme opportunité de reprendre en main les ressources humaines et naturelles. Une restauration capitaliste qui donnera naissance à un autre type de modèle politique.

La « gouvernance » libérale

Depuis quelques temps, la carte de l'Europe devienne de plus en plus grise, même dans certains pays, la couleur vire vers le noir. Un éventail de gouvernements de droite, et quelques d'extrême droite avec un discours xénophobe, libérale et parfois raciste, s'installent de nord au sud et de l'est à l'ouest. Sur les 28 états membres de l'union européenne, plus de la moitié sont de gouvernements libéraux ou centristes de droite, comme le gouvernement Macron. Dans deux cas, les partis au pouvoir professent des idées d'extrême droite comme le cas de la Pologne et l'Hongrie.

Derrière cela, il y a un contenu politique et économique qui plane sur l'ensemble du continent. La diminution de libertés fondamentales et le fonctionnement du régime démocratique bourgeois est le signe que l'offensive économique suit par d'autres moyens, cette fois ci sur le plan politique et de la gestion de l'état.

« Lorsqu'on considère de tels bouleversements, il faut toujours distinguer entre le bouleversement matériel - qu'on peut constater d'une manière scientifiquement rigoureuse - des conditions de production économiques et les formes juridiques, politiques, religieuses, artistiques ou philosophiques, bref, les formes idéologiques sous lesquelles les hommes prennent conscience de ce conflit et le mènent jusqu'au bout » (Marx, 1859)

C'est ainsi que la gouvernance prend forme idéologique et montre le visage d'un nouveau model de gouvernement.

« La gouvernance représente le point nodal d'un programme politique-conservateur qui concurrence

le modèle de l'Etat-Nation souverain basé sur la démocratie représentative afin d'œuvrer à la mise en place d'un nouveau régime politique antagonique à la démocratie. Par le développement de la gouvernance, on assiste à l'échelon mondial à la restauration d'un ordre politique plus proche, dans sa nature, des valeurs philosophiques de l'Ancien Régime...La synthèse qui se fait actuellement aboutit à stabiliser un système capitaliste qui se purifie progressivement des « scories » des réformes démocratiques qui lui furent imposées, par les luttes politiques et sociales » (Gobin, 2007)

La contre-révolution silencieuse que M. Barroso prône pour un état où la représentation des mouvements sociaux soit minimisée en détriment d'une plus forte participation d'experts économiques qui mettront en place les mesures pour continuer à libéraliser le marché. Elle essaye quand même de taire toute opposition aux desseins du marché.

Les compétences comme monnaie d'échange vers le futur

La reproduction du système passe par l'enseignement. C'est dans ce camp que se synthétisent les réformes économiques et idéologiques qui se produisent dans le monde extérieur.

Tous les niveaux de l'enseignement et de la formation ne sont pas épargnés par les réformes du marché. Les nouvelles exigences donnent lieu à un nouveau curriculum et d'autres valeurs sont introduites pour être véhiculés dans l'ensemble de la population.

« Ainsi s'instaurent le règne absolu de la flexibilité, avec les recrutements sous contrats à durée déterminée ou les intérimaires et les « *plans sociaux* » à répétition, et, au sein même de l'entreprise, la concurrence entre filiales autonomes, entre équipes contraintes à la polyvalence et, enfin, entre individus, à travers l'individualisation de la relation salariale : fixation d'objectifs individuels ; entretiens individuels d'évaluation ; évaluation permanente ; hausses individualisées des salaires ou octroi de primes en fonction de la compétence et du mérite individuels ; carrières individualisées ; stratégies de « *responsabilisation* » tendant à assurer l'auto-exploitation de certains cadres qui, simples salariés sous forte dépendance hiérarchique, sont en même temps tenus pour responsables de leurs ventes, de leurs produits, de leur succursale, de leur magasin, etc., à la façon d'« indépendants » ; exigence de « *l'autocontrôle* » qui étend « *l'implication* » des salariés, selon les techniques du « *management participatif* », bien au-delà des emplois de cadres » (Bourdieu, 1998)

C'est dans ce contexte ci-décrié, que les compétences jouent un rôle fondamental dans l'encadrement des prochaines générations.

Un individualisme lié à la flexibilité et à un nouveau modèle basé en une main d'œuvre bon marché et jetable à tout moment. Dans le plan idéologique, la responsabilité d'un échec dans le cadre de ce

modèle darwiniste n'est pas la faute du système en soi, mais de l'individu qui n'a pas su s'adapter ou bien être efficace.

Le mot porte « un nouveau modèle pédagogique en double phase avec le marché du travail et les attentes des entreprises, qui vient altérer en profondeur les fondements et idéaux guidant les politiques de l'éducation » (Teboul-Weber, 2007)

Conclusion

Si bien la liste de mots est beaucoup plus conséquente, ce qui est le plus important c'est de faire le combat dans le terrain idéologique. Les organisations des travailleurs, sociales, écologistes, communales, le monde associatif les universités et d'autres devraient faire en sorte que ces mots soient sortis du langage des organisations en premier lieu.

Bibliographie

Bourdieu, P. (1998). The essence of neoliberalism. *Le Monde Diplomatique* .

- Décodeurs. (2015, janvier 21). La concentration des richesses dans le monde en graphiques. *Le Monde*.
- Dufresne, A., & Pernot, J.-M. (s.d.). *Les syndicats européens à l'épreuve de la nouvelle gouvernance*. Consulté le 8 20, 2017, sur www.econospheres.be
- Durand, P. (2007). *Les nouveaux mots du pouvoir*. (E. Aden, Éd.)
- Foenkinos, D. (2005). *En cas de bonheur*. Editions Flammarion.
- Gobin, C. (2007). *Les nouveaux mots du pouvoir*. (E. Aden, Éd.) Edition Aden.
- Klemperer, V. (2015). *LTI, la langue du IIIe Reich*. Pocket.
- Lukacs, G. (1960). *Histoire et conscience de classe*. Minuit.
- Marx, K. (1859). Contribution à la critique de l'économie politique. (M. H. Badia, Trad.) Les classiques des sciences sociales.
- Piketty, T. (2011, mars). Croissance économique et répartition des richesses .
- Teboul-Weber, V. (2007). *Le nouveaux mots du pouvoir*. (E. Aden, Éd.)